

La nature de notre aide à l'Afrique a changé ces dernières années. Nous dépensons de plus en plus d'argent à apporter des secours, et non pour l'aide au développement, secours auxquels nous ajoutons maintenant des sommes plus importantes venant de nos fonds pour le maintien de la paix et la défense, à cause des bouleversements sociaux, économiques et politiques, ainsi que d'énormes contributions aux programmes pour les réfugiés, ici et à l'étranger. Nous devons reconnaître les coûts énormes que représentent les crises sociales, politiques et économiques, et leurs rapports avec le bien-être dont nous jouissons au Canada.

Pour le Canada, le coût de l'aide d'urgence, du maintien de la paix et de la prise en charge des réfugiés dans les zones de guerres dépasse de beaucoup celui qu'entraîneraient la mise sur pied, grâce à un développement à long terme, de sociétés solides et stables. Il est devenu de plus en plus évident, ces dernières années, que nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas favoriser la paix et la sécurité internationales.

Je voudrais également vous faire savoir pourquoi il me paraît important de tenter de donner de la cohérence à notre politique étrangère et pourquoi c'est peut-être l'Afrique qui permet le plus facilement de mettre au point les arguments. À elles seules, l'aide ou l'assistance au développement, quelle que soit leur ampleur, ne suffisent pas. Si tout l'argent que nous dépensons actuellement pour les secours, l'aide alimentaire d'urgence, par exemple, était entièrement consacré au «développement» pour répondre aux besoins fondamentaux de la personne humaine en matière de santé, d'éducation et de création de revenus, l'Afrique ne verrait pas pour autant disparaître ses problèmes. L'argent dépensé par le Canada pour le développement doit donc compléter les politiques et les programmes entrepris dans le même but, le développement durable, par les gouvernements et les organismes régionaux bénéficiaires.

Le bon gouvernement, les droits de la personne, l'observation des principes démocratiques, la transparence au plan économique et des normes acceptables au niveau des responsabilités sont autant d'éléments qui s'imposent. Nous ne pouvons nous permettre de dilapider trop de fonds pour l'aide au développement de pays qui ne respectent pas les principes et les objectifs de nos initiatives. Dans cette perspective, le Canada a déjà commencé à lier son aide au respect de certains principes touchant par exemple les droits de la personne et la gestion économique. Cette question sera sans doute étudiée dans le cadre de l'examen de la politique étrangère.

Évidemment, cette approche est de la plus haute importance. Et pourtant, nous ne réussirons pas non plus à réaliser ce développement durable uniquement en octroyant des fonds de développement à des pays qui gèrent correctement leurs affaires publiques. Il faut également des possibilités sur le plan